

Les risques de crise liés à la nouvelle hausse des prix internationaux

Nicolas Bricas (nicolas.bricas@cirad.fr)_

LA RÉCENTE HAUSSE DES PRIX AGRICOLES apparaît pour le moment de moindre ampleur qu'en 2008 dans les risques qu'elle fait courir aux consommateurs. Mais elle intervient dans un contexte de plus grande vulnérabilité de la population. *Décryptage.*

► Nicolas Bricas est socio-économiste, chargé de mission sécurité alimentaire auprès de la direction générale au Cirad, et membre du Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire (Gisa) pour lequel il produit régulièrement des analyses.

► Cet article a été rédigé sur la base de deux notes d'analyses, en ligne sur le site du Cirad :
– <http://www.cirad.fr/media/documents/actualites-doc/les-risques-de-crise-lies-a-la-nouvelle-hausse-des-prix-internationaux-janvier-2011-nicolas-bricas>
– <http://www.cirad.fr/media/documents/actualites-doc/suivi-des-facteurs-de-risque-de-crise-alimentaire-fevrier-2011-nicolas-bricas>

LES PRIX AGRICOLES internationaux connaissent depuis début 2011 une flambée historique, comparable à celle de 2008. L'indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint 236 points contre 213,5 au moment des records de mars et juin 2008. Celle-ci s'accompagne d'une hausse du prix du pétrole préoccupante.

Des impacts à nuancer sur les consommateurs des pays vulnérables. La hausse des prix internationaux ne se répercute pas de façon automatique et avec la même intensité sur les consommateurs des pays pauvres. Les effets de cette hausse dépendent en effet de deux phénomènes.

Le premier est la possibilité pour les pays importateurs de limiter la hausse des prix des produits importés sur leurs marchés intérieurs, pour protéger leurs consommateurs. Des mesures telles que la réduction des taxes à l'importation, le relâchement de stocks, la substitution par des produits similaires de moindre qualité permettent d'atténuer les effets d'une hausse des prix des produits importés. Encore faut-il que les pays disposent des marges de manœuvre pour prendre de telles mesures. Or celles-ci ont été en partie exploitées lors de la crise de 2008 et n'ont pas été complètement reconstituées : les taxes à l'importation sont désormais très limitées, il n'y a pas d'importants stocks dans ces pays qui pourraient être injectés sur le marché, les commerçants n'ont plus tellement de marge de manœuvre pour importer des produits de moindre qualité et moins cher. À défaut de pouvoir atténuer les prix sur les marchés intérieurs, les pays peuvent mettre en œuvre des filets de sécurité pour soutenir l'accès des plus vulnérables aux produits de base. Là encore, la marge de manœuvre des pays affectés par la crise financière s'est restreinte.

Le second phénomène qui détermine l'impact de la hausse des prix internationaux sur les consommateurs est la transmission de la hausse des prix des produits importés sur les prix des produits locaux. Par effet de substitution, la demande en produits importés dont les prix augmentent peut se reporter sur les produits locaux et entraîner leur hausse. Cette substitution s'opère d'autant mieux que l'alimentation est diversifiée et que les consommateurs passent facilement par exemple du riz importé au maïs ou au manioc locaux. Sur le continent africain, particulièrement vulnérable aux hausses de prix, les importations ne dominent les régimes alimentaires que dans un nombre limité de pays. La plupart ont vu se développer une production alimentaire qui assure la base de la nourriture de la majorité de la popula-

tion, y compris en ville. Céréales, racines, tubercules, plantains, légumineuses, produits animaux, plantes à huile, légumes sont devenus des cultures largement commercialisées vers les marchés urbains. Ces productions alimentaires en 2008 et 2009 ont été plutôt bonnes, voire exceptionnelles dans certains pays, et on peut espérer que les prix de ces produits locaux restent relativement stables.

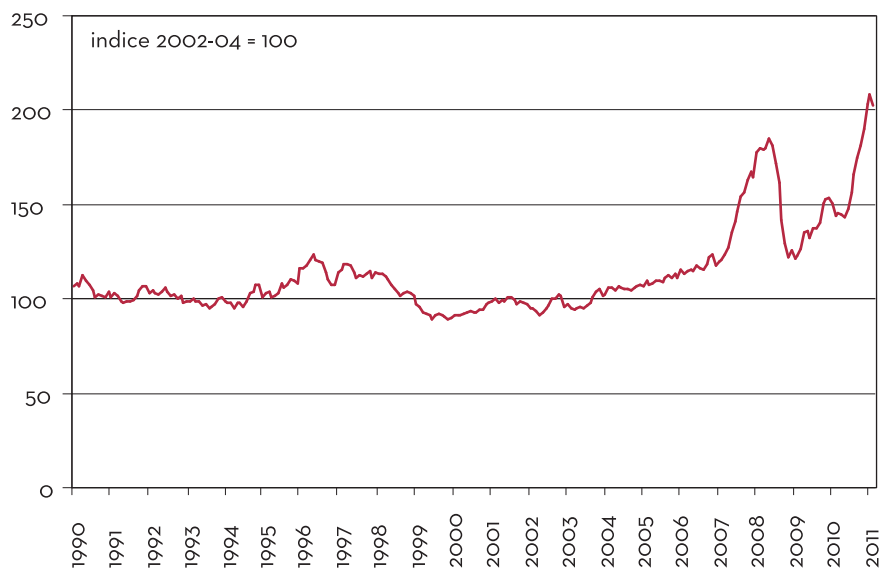
Une transmission de hausse sur les pays vulnérables encore partielle. Pour le moment (février 2011), on n'observe pas encore de hausse sensible des prix alimentaires de base sur les marchés intérieurs, que ce soit pour les produits importés ou les produits locaux. Mais il faut toujours un certain délai avant de voir une répercussion sur les prix domestiques, le temps de renouveler les stocks. Sur les marchés d'Afrique, d'Asie centrale, d'Amérique Latine et des Caraïbes suivis par FewNet¹, les prix des produits de base augmentent moins vite que les prix internationaux du fait de bonnes récoltes dans ces pays (avec bien sûr des exceptions) et d'une relativement faible transmission des prix. Les hausses observées s'expliquent en partie par les variations annuelles classiques. Les prix du sucre et de l'huile importés ont cependant augmenté dans plusieurs pays.

Une population plus vulnérable qu'en 2008. Cela dit, si une hausse des prix aux consommateurs devait s'amorcer progressivement et même si elle devait être de moindre ampleur qu'en 2008, elle interviendrait sur une population plus vulnérable qu'en 2008. Depuis deux ans, même si le pic est passé, le niveau de prix des produits alimentaires de base est resté nettement plus élevé que les années précédentes. Les prix mensuels au consommateur du riz importé sur les marchés des capitales des pays d'Afrique de l'Ouest restent plus élevés qu'avant la crise de 2008. Les variations de prix de ces produits restent en grande partie liées à des causes internes de conditions climatiques et de fonctionnement des marchés.

Facteurs de la hausse et perspectives à moyen terme. Plusieurs facteurs combinés sont mis en avant pour expliquer la hausse des prix internationaux : ➔

1. Le réseau des systèmes d'alerte précoce Fewnet (*Famine Early Warning Systems Network*) est financé par l'USAID, qui collabore avec des partenaires internationaux, régionaux et nationaux, pour fournir des informations opportunes et rigoureuses d'alerte précoce et de vulnérabilité sur des questions de sécurité alimentaire.

Indice nominal FAO des prix alimentaires



- ☉ – Des accidents climatiques (Canada, Ukraine, Russie, Australie et Argentine) se sont traduits par une production moins élevée que celle espérée. Les productions de blé de Russie et d'Australie accusent une forte baisse : de 84 Mt en 2009/10 à 66 Mt en 2010/11 pour ces deux pays. La production mondiale de blé estimée pour 2010/11 chute de 5,4 % par rapport à l'année d'avant.
- La crainte et le constat d'une hausse provoquent des réactions de rétention sur le marché : limitations d'exportations et constitutions de stocks, ou achats importants pour sécuriser des approvisionnements à des coûts encore raisonnables. La crise de 2008 est encore dans tous les esprits. La Russie exportait plus de 18 Mt en 2008/09 et 2009/10. Elle n'exportera que 4 Mt en 2010/11. Plusieurs pays ont acheté massivement des céréales fin 2010 et début 2011 pour se constituer des stocks.
- Bien qu'il soit difficile d'en mesurer l'impact sur les prix, les volumes de contrats sur les marchés à terme ont nettement augmenté depuis 2009. Cette augmentation concerne à la fois les contrats commerciaux (provenant d'opérateurs des filières) et les contrats purement spéculatifs. Par ailleurs, la hausse des prix de certains produits se transmet à d'autres produits :
 - La hausse du prix du pétrole augmente la rentabilité des agrocarburants dont l'accroissement de la production crée une tension sur le marché du maïs et de l'éthanol issus de la canne à sucre. De même, la hausse du prix du sucre entraîne une demande accrue pour les sirops de glucose et fructose fabriqués à base de maïs, accentuant encore la tension sur le marché du maïs.
 - Le prix du pétrole détermine largement celui des intrants de l'agriculture, de la transformation agro-alimentaire et du transport, affectant les coûts de production des aliments.
 - L'accroissement de la production de maïs s'effectue au détriment de la production notamment de blé et contribue à la hausse du prix de cette céréale.
 - La hausse du prix des céréales renchérit le coût de l'alimentation animale et contribue directement à

l'augmentation du prix de la viande.

La demande alimentaire des pays industrialisés, et notamment la demande en produits animaux, ne fléchit pas malgré la prise de conscience des effets de cette surconsommation sur l'environnement et la santé. La croissance de la consommation des pays émergents, qui restent encore des consommateurs raisonnables, contribue aussi à cette tension du marché et est souvent stigmatisée comme un des facteurs explicatifs de la hausse des prix.

Si l'on raisonne sur le volume des stocks en tenant compte de l'accroissement démographique et des utilisations industrielles, le ratio stock/demande s'est fortement dégradé depuis un an.

Une situation à suivre de près. En résumé, la hausse apparaît pour le moment de moindre ampleur qu'en 2008 dans les risques qu'elle fait courir aux consommateurs. Mais elle intervient dans un contexte d'une plus grande vulnérabilité de la population face aux hausses de prix. Celle-ci souffre depuis 2008 de prix qui sont restés élevés. La crise de 2008 n'a pas donné le moindre espoir d'une amélioration de la situation à une population déjà fragile et désormais à bout. Il n'y a pas eu de créations massives d'emplois et de revenus depuis 2008 qui auraient permis de soutenir le pouvoir d'achat, bien au contraire. La crise financière a affecté les pays pauvres et les transferts financiers des émigrés employés dans les pays riches. La situation reste donc à haut risque d'autant que le scénario 2008 semble se reproduire. Comme pour Haïti en 2008, les émeutes en Tunisie sont parvenues à faire tomber le gouvernement.

De tels constats incitent à suivre de près la situation, concernant l'évolution des prix internationaux, et surtout concernant d'une part les prix des produits de base quotidiens (alimentation et énergie) sur les marchés intérieurs et d'autre part les facteurs déterminant l'accès à l'alimentation. Car comme en 2008, le risque de crise n'est pas dû à une pénurie mondiale d'aliments, mais à la vulnérabilité et la détresse de la population paupérisée. ■